



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ :

2	0	2	5	-	1	9	0
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

OBJET : RÉALISATION DE PRESTATIONS DE SERVICE DE NETTOYAGE ET D'HYGIÈNE DU BÂTIMENT DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE ET DE SES ABORDS ET DE PRESTATIONS DE SERVICE DE NETTOYAGE DES VITRERIES (2 LOTS)

LOT N° 1 : PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET D'HYGIÈNE DU BÂTIMENT ET DE SES ABORDS
LOT N° 2 : PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES VITRERIES

DOCUMENT COMMUN AUX DEUX LOTS

Le présent CCAP est composé de trente-deux (32) pages, annexe comprise.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 : CONSISTANCE ET LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX - RÉVISION	5
ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT.....	7
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 8 : VÉRIFICATIONS DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 9 : DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	13
ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE.....	13
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS.....	14
ARTICLE 12 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	14
ARTICLE 13 : DÉMARRAGE DES PRESTATIONS – FIN DE MARCHÉ (ENTRÉE/SORTIE DU TITULAIRE).....	15
ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 15 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 16 : RÉSILIATION	16
ARTICLE 17 : REPRISE DE PERSONNEL.....	17
ARTICLE 18 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE 19 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	18
ARTICLE 20 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	18
ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	19
ANNEXE 1 : LISTE DES PÉNALITÉS FINANCIÈRES APPLICABLES À L'ENCONTRE DU/DES TITULAIRE(S) (CF. ARTICLE 11 DU PRÉSENT CCAP).....	20

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de confier à un ou des titulaire(s) la réalisation d'une part de prestations de services de nettoyage et d'hygiène du bâtiment de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement ») et de ses abords et d'autre part de prestations de services de nettoyage des vitreries de l'Établissement.

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité technique du suivi de l'exécution du présent marché est assurée par la direction du monument historique, de l'immobilier et de la sécurité, représentée par Monsieur Christophe Bogaert, en sa qualité de chef du service de l'immobilier et de la maintenance (01 44 74 85 22– courriel : christophe.bogaert@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation d'un responsable technique

Dès la notification du marché (et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification), le titulaire du présent marché s'engage à désigner et communiquer à l'Établissement les coordonnées (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel) d'une personne physique spécifiquement chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations objet du présent marché ainsi que le contrôle de la qualité de réalisation de celles-ci.

Enfin, il sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas d'absence du responsable technique, le titulaire désignera dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par écrit, une autre personne physique pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE ET MODIFICATION DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

3.1.1. Le présent marché (tous lots confondus) prendra effet à compter du 14 octobre 2025 pour une durée ferme initiale de vingt-quatre (24) mois.

Le marché sera ensuite renouvelable deux (2) fois, par tacite reconduction, pour des périodes annuelles successives, à moins que l'Établissement ne notifie au titulaire une décision expresse de non-reconduction du marché, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai maximum de quatre (4) mois avant chaque date anniversaire de la notification du marché.

La durée maximale du marché est ainsi de quarante-huit (48) mois, pouvant ainsi s'achever au plus tard le 13 octobre 2029 inclus.

Le titulaire ne pourra s'opposer à aucune reconduction tacite acceptée par l'Établissement.

3.1.2. Un marché de prestations similaires pourra être passé par l'Établissement avec le titulaire sans nouvelle mise en concurrence dans les conditions fixées aux dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. En vertu de ces dispositions, ce nouveau marché ne pourra être conclu avec le titulaire que dans une période de trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché au titulaire.

3.1.3. Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et dûment notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

3.2 – Modifications du marché

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications seront prévues dans les documents du présent marché ;
- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

En l'espèce, une clause de réexamen pour des modifications au marché pourra notamment intervenir sur les éléments ou événements suivants (sans que le titulaire ne puisse s'y opposer) : les parties examineront ensemble les conséquences, notamment financières, de la survenance de circonstances imprévisibles qui auront pour effet de dégrader de façon significative les conditions d'exécution du marché.

Les parties pourront également examiner les conséquences d'une fermeture de tout ou partie des locaux de l'Établissement, de sa propre initiative ou non (décision des pouvoirs publics notamment) ou encore du fait de la réalisation de travaux ou enfin, pour toute autre raison qui ne nécessiterait plus la réalisation de prestations de nettoyage issues de la part forfaitaire (que ce soit temporairement ou définitivement). Dans ce cas, un avenant sera conclu entre les parties pour en définir les modalités pratiques et financières.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE ET LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 – Consistance et étendue des prestations

Les prestations objet du présent marché devront être réalisées par le titulaire dans le respect des dispositions du présent CCAP et de celles du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché et de ses annexes.

Le détail, le contenu et les caractéristiques techniques des prestations figurent au CCTP et dans ses annexes.

4.1.1 – Prestations forfaitaires

Les prestations relevant de la part forfaitaire du marché sont celles visées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement (annexe 2) et qui sont détaillées au CCTP du marché.

4.1.2 – Prestations hors forfait (sur commande selon le BPU)

Les prestations relevant de la part à commande du marché porteront sur des prestations ponctuelles, temporaires ou spécifiques et seront réalisées sur commande passée par l'Établissement selon les tarifs indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du marché (annexe 3).

Ces prestations feront systématiquement l'objet d'un bon de commande adressé par l'Établissement au titulaire.

4.2 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché s'exécuteront sur l'ensemble des espaces de l'Établissement, tels qu'ils sont visés au CCTP et identifiés par les plans lui étant annexés.

Certaines prestations (telles que la rédaction de rapports ou autre livrables) pourront également être exécutées à distance.

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX - RÉVISION

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres, soit le mois de juin 2025 (mois « M0 »).

5.1 – Détermination des prix

5.1.1 – Partie forfaitaire

Le montant forfaitaire du présent marché figure dans l'acte d'engagement, conformément à son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

5.1.2 – Part à commandes

Le montant de la part à commande sera déterminé par l'application des prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) du marché aux prestations commandées par l'Établissement et réellement exécutées par le titulaire.

5.1.3 – Prix de prestations ne relevant ni de la DPGF, ni du BPU

Conformément à l'article 6.2 du présent CCAP ci-après, des devis pourront également être demandés par l'Établissement au titulaire pour qu'il réalise des commandes de prestations similaires complémentaires ne figurant pas dans le bordereau des prix unitaires du marché.

Les prix de ces prestations seront en conséquence ceux fixés dans les devis du titulaire qui auront été dûment acceptés par l'Établissement.

5.2 – Composition des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais éventuels afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures et de réalisation des prestations qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

De façon générale, les prix comprennent :

- Toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main nécessaire à des professionnels,
- Les moyens de communication (téléphone portable notamment et moyens pour la mise en place du service d'astreinte),
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de déplacement sur le site de l'Établissement, de livraison et transport aller/retour, d'entretien, de dépannages, les frais de réparations, de contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire,
- Toutes les sujétions et en particulier les frais d'amenée et de repli du matériel,
- Et de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

5.3 – Révision des prix (prix forfaitaires et unitaires)

Les prix seront fermes pour la première période annuelle du marché à compter de la date de sa notification.

À l'issue de cette première période annuelle et à chaque date anniversaire du marché (c'est-à-dire la date de la notification du marché), les prix pourront être révisés par le titulaire par application de la formule suivante :

$$P = Po [0,15 + (0,85) \frac{(ICHT-TS)}{(ICHT-TSo)}]$$

Dans laquelle :

P : Prix révisé.

Po : Prix de base du marché (au mois Mo).

ICHT-TS (Indice du coût horaire du travail, tous salaires) : Dernier indice connu à chaque date anniversaire du marché (date de notification du marché), tel que publié au bulletin INSEE (www.insee.fr) ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

ICHT-TSo : Indice de référence retenu au mois Mo, tel que figurant au bulletin INSEE ou tout autre support de parution officiellement reconnu.

Les prix ainsi obtenus seront fermes pour la période annuelle en cours, que les coefficients des indices publiés et utilisés pour la révision soient provisoires ou définitifs.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu sera arrondi au millième supérieur. Les prix ainsi obtenus seront fermes pour toute la période annuelle concernée par la révision.

Si le titulaire souhaite faire application d'une révision des prix du marché conformément aux dispositions du présent article, **il devra adresser au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, un courrier l'informant de son souhait de procéder à la révision des prix du marché en lui fournissant les détails et toutes les explications de ses calculs pour la révision des prix ainsi que tous les justificatifs de parution des indices utilisés pour la révision et en lui adressant les nouveaux tarifs ainsi révisés (c'est-à-dire la DPGF et le BPU mis à jour).**

Cette révision annuelle des prix du marché ne pourra intervenir que dans une période comprise entre le mois précédent la date anniversaire de la notification du marché et le mois suivant cette date. Passé ce délai, le titulaire sera réputé renoncer à une révision des prix pour la période annuelle suivante.

Les nouveaux prix et tarifs tels que révisés deviendront opposables à l'Établissement et applicables à compter de la date anniversaire du marché, sous réserve d'avoir été préalablement adressés à l'Établissement par lettre recommandée avec accusé de réception (AR) et dans les délais et conditions susmentionnés et sous réserve de la régularité des calculs opérés par le titulaire.

5.4 – Clause de sauvegarde

L'Établissement se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date de révision des prix, si celle-ci conduit à une augmentation du montant forfaitaire annuel ou une augmentation des prix du marché de plus de trois pour cent (3 %).

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES ET DE RÈGLEMENT

6.1 – Modalités de passation des commandes

6.1.1 – Passation de commandes sur BPU

Les commandes de prestations et matériels figurant au BPU du marché seront passées au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'Établissement par la passation de bons de commande.

Chaque bon de commande sera adressé par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique ou par courrier postal).

Chaque bon de commande devra obligatoirement préciser :

- La référence du présent marché et de chaque éventuel avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des prestations y compris les frais annexes,
- Les dates et heures limites d'exécution,
- Les conditions et l'adresse précise d'exécution,
- La détermination des quantités, le détail des prix hors taxe et le taux de TVA appliqué,
- Le montant total hors taxe (HT) de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total toutes taxes comprises (TTC) de la commande.

Le titulaire sera tenu d'exécuter intégralement les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée par bon commande émis et validé.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande aura pour point de départ sa date de notification au titulaire.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

6.1.2 – Passation de commandes de prestations hors BPU (sur devis)

Des prestations complémentaires similaires non comprises dans le BPU du marché, dont l'Établissement pourrait avoir besoin, pourront faire l'objet d'une demande de chiffrage par le titulaire par voie de devis. Dans ce cas, l'Établissement sollicitera le titulaire en lui adressant une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de sa réception de la sollicitation de l'Établissement pour adresser, par tout moyen, son devis à l'Établissement. En cas de devis dûment accepté, l'Établissement émettra alors un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 6.1.1 ci-dessus.

Si le titulaire n'adresse pas de devis à l'Établissement dans le délai susmentionné, il sera réputé avoir renoncé à honorer la demande de chiffrage de l'Établissement et ce dernier pourra dès lors s'adresser à tout autre opérateur économique de son choix pour obtenir un chiffrage et procéder à l'exécution des prestations concernées.

6.2 – Modalités de règlement des prestations

Les sommes qui correspondent aux prestations commandées sur BPU et réellement exécutées par le titulaire seront acquittées par l'Établissement après constatation du service fait et sur présentation de factures établies par le titulaire.

Il en sera de même pour les sommes dues au titre de la réalisation prestations ne faisant pas partie du BPU, commandées par l'Établissement sur devis dûment accepté par ce dernier et réellement exécutées par le titulaire.

Les règlements interviendront sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- Les références de la direction ou service bénéficiaire,
- Les références (n° et date) du bon de commande,
- Les désignations et les quantités des prestations réalisées,
- Les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- Les montants HT des prestations et matériels,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations,
- La date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2025-190-1 pour le lot n° 1 et 2025-190-2 pour le lot n° 2) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « **CHORUS PRO** » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

6.3 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

6.4 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

6.5 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché emporte une **obligation de résultat** à la charge du titulaire, notamment au regard du respect de la législation applicable, quant aux exigences de qualification des personnels sur site et/ou des personnels présents ponctuellement et quant à toutes les prescriptions contractuelles du présent marché.

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire s'engage à atteindre les objectifs fixés au CCAP et au CCTP (annexes comprises) du marché et par laquelle il s'engage sur des résultats précis et vérifiables. L'obligation de résultat porte également sur la qualité des prestations exécutées et sur le management environnemental, social et de qualité.

Dans le cadre de cette obligation de résultat, le titulaire devra :

- Assurer l'organisation et la conduite de l'exécution des prestations qui lui incombent afin de répondre aux critères suivants :
 - Propreté ;
 - Aspect ;
 - Confort ;
 - Hygiène
 - Pérennité.
- Choisir le type de produits, ingrédients et matériels en fonction des supports à traiter et atteindre ainsi une qualité de prestations optimale ;
- Garder comme objectif d'exécuter ses prestations dans le but de maintenir les espaces, locaux et les lieux en parfait état de conservation et de propreté ;
- Respecter les jours et plages horaires d'intervention, y compris les permanences ;

- S'assurer que la tenue du personnel affecté à l'exécution des prestations est conforme aux exigences contractuelles ;
- Assurer des autocontrôles de ses prestations et mener les éventuelles actions correctives nécessaires.

7.1 – Respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux prestations de sécurité et de sûreté

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui sont confiées par le présent marché et notamment ceux listés au CCTP.

En outre les prestations devront être conformes aux autres normes françaises homologuées et aux normes applicables en France en vertu des accords internationaux.

7.2 – Obligation de confidentialité

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS, le titulaire sera tenu à une obligation générale de confidentialité renforcée concernant l'ensemble des informations et documents dont il aura connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché et qui seraient relatives à l'Établissement, son organisation et/ou son fonctionnement et au présent marché en particulier, que ces informations et documents lui aient été préalablement signalés par l'Établissement comme présentant un caractère confidentiel ou non.

Le titulaire sera responsable du respect de cette obligation de confidentialité par ses salariés, personnels et par ses éventuels sous-traitants et l'ensemble des personnes intervenant à sa demande et sous sa responsabilité pour l'exécution des prestations objet du marché et il garantira l'Établissement à cet égard.

En cas de violation de la présente obligation de confidentialité par un membre de son personnel ou par toute autre personne intervenant dans l'exécution de prestations à sa demande, le titulaire encourra une pénalité financière, conformément aux dispositions de l'article 11 des présentes.

7.3 - Consignes et accès – Personnels et moyens du titulaire – Prévention et retours

7.3.1 - Consignes et accès

Le titulaire devra respecter les consignes qui lui seront communiquées par l'Établissement, en particulier en matière d'entrée et de sortie des personnes et des biens de l'Établissement.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle des entrées et des sorties des personnes, ainsi qu'en matière de contrôle des sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par son personnel. Sa responsabilité pourra être également recherchée en cas de dissimulation, de détournement ou de dissipation de toute information.

7.3.2 – Personnels du titulaire

7.3.2.1 – Agrément des personnels du titulaire

Les personnels sur site et/ou de remplacement nommément désignés par le titulaire en vue de l'exécution du présent marché devront être préalablement agréés par l'Établissement. Ils sont les seuls autorisés à intervenir dans l'enceinte de l'Établissement.

À cet effet, dès la notification du présent marché, le titulaire devra fournir au représentant de l'Établissement la liste nominative des personnels sur site et des personnels de remplacement pour agrément préalable ainsi qu'une fiche de présentation individuelle pour chacun des personnels (conformément aux dispositions du CCTP). L'Établissement disposera d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour valider cette liste.

Ces personnels devront posséder les qualifications requises pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Tous les personnels sur site seront soumis aux :

- Dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Règles qui seront appliquées aux personnels extérieurs intervenant au sein de l'Établissement (port du badge s'il existe, interdiction d'introduire toute boisson alcoolisée ou substance illicite, respect du règlement intérieur...).

Les personnels du titulaire sur site devront impérativement connaître parfaitement les locaux et les différents espaces de l'Établissement.

L'Établissement se réserve le droit, à tout moment, en cas de manquement aux obligations contractuelles du marché, de retirer l'agrément qu'il a donné pour des personnels du titulaire et de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès à tout ou partie des lieux.

7.3.2.2 – Stabilité des personnels du titulaire

Le titulaire s'engage, sauf motif grave, à ne pas modifier profondément et fréquemment le personnel dédié à la réalisation des prestations objet du marché, qui sera réputé connaître parfaitement le bâtiment et l'Établissement et les prestations à réaliser.

Il informera le responsable technique de l'Établissement de toute modification dudit personnel et mettra alors à jour la liste des personnels sur site.

En cas de changement de personnel affecté à la réalisation des prestations du présent marché, le titulaire devra solliciter l'agrément préalable de l'Établissement pour chaque nouvel intervenant.

7.4 – Locaux mis à disposition du titulaire et de son personnel

L'Établissement mettra à la disposition du titulaire et de son personnel un ensemble de locaux tels qu'ils sont décrits au CCTP du marché.

7.5 – Documents

Le titulaire sera dépositaire et responsable de tous les documents (cahier de liaison, main courante, plannings, registres, cahier d'incidents ou de rapports, etc...) afférents à l'exécution des prestations objet du présent marché et de tous les documents mis à sa disposition par l'Établissement.

Ces documents resteront la propriété de l'Établissement et ne pourront être utilisés qu'à la seule fin de l'exécution des prestations.

Ces documents seront obligatoirement tenus à jour par le titulaire et mis à la disposition de l'Établissement, qui devra pouvoir les consulter à tout moment.

Le CCTP détaille toutes les prescriptions relatives aux documents à remettre à l'Établissement dans le cadre du présent marché, à leur tenue et à leur mise à jour par le titulaire, pour la bonne exécution des prestations objet du marché.

7.6 – Plan de prévention

Un plan de prévention sera établi par le titulaire **au plus tard** dans les trente (30) jours calendaires suivant la date de notification du présent marché, et indiquera de façon précise :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires que dans les différentes phases d'exécution des prestations (notamment au regard du risque d'amiante) ;

- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à la bonne hygiène de travail ;
- Le plan de sécurité sera tenu à jour par le titulaire, qui s'engage à en signaler par écrit les modifications à l'Établissement.

7.7 – Retour d'informations : comptes rendus d'intervention et d'incidents

L'ensemble des interventions effectuées et les incidents constatés par les personnels du titulaire donneront lieu à la rédaction par celui-ci de comptes rendus (adressés par voie électronique via la GMAO). Ces comptes rendus porteront les observations telles que les anomalies constatées, les risques de détérioration et, de façon générale, tout ce qui se rapporte au fonctionnement normal de l'Établissement.

7.8 – Formation du personnel du titulaire

Le titulaire assurera la formation de son personnel chargé de réaliser les prestations pendant toute la durée de validité du présent marché.

Le titulaire veillera à former régulièrement ses agents aux techniques de nettoyage et à maintenir leurs connaissances sur les bonnes pratiques du secteur, conformément aux règles de l'art. Il s'engage également à s'assurer de l'état des connaissances de son personnel sur le plan de la sécurité.

Cela est particulièrement valable dans le cas de la mise en place, en cours de marché, de remplaçants pour de courtes durées et/ou pour des prestations particulières : si le titulaire choisit de mettre en place un salarié novice, il devra faire son affaire de toutes les explications et formations nécessaires.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à former son personnel à la sécurité en fonction de la spécificité des prestations de propreté à mettre en application.

Le titulaire devra tenir à jour et à disposition de l'Établissement un document permettant à l'Établissement de juger de la formation dispensée par le titulaire à ses personnels. Dans le cas de formations, habilitations ou agréments rendus obligatoires par la réglementation, le titulaire tiendra à jour un registre des formations suivies par son personnel dédié à l'exécution des prestations objet du marché, permettant à l'Établissement de s'assurer du respect par le titulaire de la réglementation applicable.

Les carences constatées par l'Établissement dans le niveau de formation du personnel du titulaire dédié à la réalisation des prestations pourront faire l'objet de pénalités financières à l'encontre du titulaire.

7.9 – Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire sera soumis aux obligations résultant de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et les conditions de travail.

7.9.1 – Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers devront être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu de la réglementation nationale (lois et/ou règlements) ou internationale (traités ou accords internationaux).

7.9.2 – Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs dans la même catégorie, employés à l'exécution des prestations objet du présent marché, devront être conformes à la réglementation en vigueur.

7.9.3 – Visites médicales

Le titulaire soumettra obligatoirement à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent dédié à l'exécution des prestations objet du marché avant sa prise de fonction ou, au plus tard, avant la fin de sa période d'essai. Il soumettra par ailleurs son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

ARTICLE 8 : VÉRIFICATIONS DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent valablement aux dispositions du présent marché.

Par dérogation aux dispositions des articles 27 et suivants du CCAG/FCS, les prestations feront l'objet des contrôles tels qu'ils sont prévus, organisés et décrits au CCTP du marché et ses annexes.

L'Établissement effectuera en particulier des vérifications et des contrôles relatifs à :

- La tenue des mains courantes, registres et autres documents prévus au marché,
- La présence et aux effectifs des personnels affectés à la réalisation des prestations objet du marché et à la mise à jour de la liste nominative de ceux-ci,
- La bonne connaissance par les intervenants du titulaire de la spécificité des lieux et des prestations à effectuer.

ARTICLE 9 : DÉLAIS D'EXÉCUTION

9.1 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations forfaitaires est précisé au CCTP du marché. Le délai d'exécution de chaque prestation hors forfait sera fixé dans le bon de commande.

9.2 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra toutefois signaler à l'Établissement toutes les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement (par courrier postal simple).

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 11 : PÉNALITÉS

Les manquements du titulaire dans l'exécution des prestations objet du marché pourront faire l'objet de pénalités financières forfaitaires à son encontre, sur simple constatation du manquement du titulaire par l'Établissement et sans mise en demeure préalable.

La liste des pénalités susceptibles d'être appliquées à l'encontre du titulaire et les manquements concernés figurent en annexe du présent CCAP (annexe 1).

Les pénalités visées en annexe 1 du CCAP pourront se cumuler, sans limitation de plafond. Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, aucune exonération de pénalité ne sera applicable.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit par l'Établissement du montant de la facture correspondant aux prestations mal exécutées.

L'application de l'une quelconque des pénalités financières ne fera pas obstacle à la faculté de l'Établissement de résilier le présent marché dans les conditions visées à l'article 16 ci-après.

ARTICLE 12 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

12.1 – Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé de constituer une retenue de garantie.

12.2 – Avance

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/FCS s'appliqueront (avance, option A).

Dans la mesure où le montant forfaitaire du marché ou celui d'une commande valablement émise au titre de la part à commande dépasserait la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) ou à trente pour cent (30%) de ces montants toutes taxes comprises si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial toutes taxes comprises du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

L'avance sera versée au titulaire et remboursée par ce dernier, conformément aux conditions du code de la commande publique.

ARTICLE 13 : DÉMARRAGE DES PRESTATIONS – FIN DE MARCHÉ (ENTRÉE/SORTIE DU TITULAIRE)

13.1 – Phase de pré-exploitation

Le marché comporte une phase de démarrage du marché dite de « pré-exploitation », d'une durée de deux (2) mois à compter de la date de notification du marché au titulaire, dont les modalités d'exécution sont définies au CCTP du marché.

13.2 – Fin de marché

À l'achèvement du marché, le titulaire devra transmettre l'ensemble des documents qui seront demandés par l'Établissement (tels que notamment le cahier de liaison, le cahier des interventions, les mains courantes, etc...), dans les délais indiqués, sauf à encourir les pénalités décrites et détaillées en annexe 1 au présent CCAP.

ARTICLE 14 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur les prestations principales, objet du présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 15 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 11 du présent CCAP.

Le marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 16 : RÉSILIATION

16.1 – Principes et conditions de résiliation

Outre les cas prévus aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier :

- En cas de refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du CCTP, de ses annexes et des bons de commande) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le CCTP, ses annexes et les bons de commande),
- En cas de non-respect par le titulaire des objectifs techniques et environnementaux fixés par l'Établissement dans le cadre du présent marché.

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16.3 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation effective du présent marché, l'Établissement pourra exiger du titulaire :

- La remise des prestations en cours d'exécution ainsi que des matières et des objets détenus par le titulaire en vue de l'exécution du marché ;
- La remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au présent marché ;
- L'exécution des mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'Établissement en informera le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article sera appliqué aux frais du titulaire.

ARTICLE 17 : REPRISE DE PERSONNEL

Le titulaire s'engage, au plus tard six (6) mois avant l'échéance du présent marché, sur demande de l'Établissement, à lui communiquer les éléments d'information se rapportant au nombre des personnels employés sur site, la nature de leur contrat, les avantages dont ces personnels disposent, leur expérience, leur ancienneté ainsi que leur qualification.

Ces informations ne consisteront pas en la communication des identités de chaque personnel mais des seules informations visées au présent article, représentatives de la masse salariale affectée à l'exécution de prestations objet du présent marché.

Ces informations seront nécessaires lors de la procédure de renouvellement du marché, pour le (futur) titulaire entrant.

L'Établissement restera totalement extérieur dans le processus éventuel de reprise de personnel. Il n'agira qu'en simple intermédiaire et ne saurait être tenu responsable en cas de difficultés quelconques survenant entre le titulaire (sortant) et le nouveau titulaire entrant.

ARTICLE 18 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du CCTP, de ses annexes et des bons de commande), ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le CCTP, ses annexes et les bons de commande).
- En cas de non-respect par le titulaire des objectifs techniques et environnementaux fixés par l'Établissement dans le cadre du présent marché.

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 14 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 19 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

Un questionnaire « Diversité » et « Égalité » a ainsi été fourni au titulaire de telle façon que ce dernier le renseigne et le retourne ensuite à l'Établissement à l'issue de la procédure de notification du présent marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement, tous les six (6) mois, le même document pour présenter les démarches qu'il aura mises en œuvre pour répondre à ces questions d'égalité et de diversité et pour corriger et mettre à jour les données qui le nécessiteraient.

ARTICLE 20 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en auront exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7.2 (Confidentialité) du présent CCAP déroge aux articles 29 à 34 du CCAG/FCS.

L'article 8 (Opérations de vérification) du présent CCAP déroge aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS.

L'article 11 (Pénalités) du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 16 (Résiliation) du présent CCAP déroge aux articles 38 à 44 du CCAG/FCS.

L'article 18 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCAP déroge à l'article 45 du CCAG/FCS.

ANNEXE 1 : LISTE DES PÉNALITÉS FINANCIÈRES APPLICABLES À L'ENCONTRE DU/DES TITULAIRE(S) (CF. ARTICLE 11 DU PRÉSENT CCAP)**1/ PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DU LOT 1 DU MARCHÉ & NON-ATTEINTE DU RÉSULTAT QUALITÉ ATTENDU**

N°	PHASE	TYPE / DOMAINE DE PÉNALITÉ	INFRACTION CONSTATÉE / MANQUEMENT AUX PRESTATIONS	DESCRIPTION DE RÉSULTAT ATTENDU / POINT DE DÉPART DU CALCUL DÉLAI D'APPLICATION DE LA PÉNALITÉ	MONTANT (en €)	CALCUL	RÉF. CCTP ou CCAP	OBSERVATIONS PARTICULIÈRES
1	Pré- Exploitation	Communication	Retard dans la mise en place d'une liaison téléphonique, et de l'adresse courriel de demande d'intervention pour les opérationnels	Fonctionnelle au démarrage des prestations	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.2.4 du CCTP	
2	Pré- Exploitation	Dispositif pointage	Retard dans la mise en place du dispositif de pointage	30 jours à compter de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	5.5	
3	Pré- Exploitation	Fiche-navette	Retard de d'affichage de la fiche-navette dans le local nettoyage	15 jours à compter de la date de démarrage des prestations	100,00 €	Par jour calendaire de retard	5.3.1	
4	Pré- Exploitation	GMAO	Défaut de formation du personnel, notamment à l'utilisation de la GMAO	-	100,00 €	Par constat	6.2.3, 8.5 du CCTP et 7.8 du CCAP	
5	Pré- Exploitation	Liste du personnel	Retard de transmission du tableau récapitulant la liste du personnel et leurs horaires	15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	5.3.1 et 7.3.2 CCAP	
6	Pré- Exploitation	Nomination du personnel	Non-respect des délais et de la désignation du personnel intervenant, de l'organisation prévue et des documents à transmettre relatifs au personnel affecté	15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	300,00 €	Par constat et par jour calendaire de retard	5.3.1 du CCTP et 2.2 du CCAP	
7	Pré- Exploitation	Réunion	Non-exécution des obligations liées à la réunion de lancement du marché	Echéances fixées à la réunion de lancement	300,00 €	Par manquement	6.2.4 du CCTP	
8	Pré- Exploitation	PAQ	Retard de transmission du Plan d'Assurance Qualité (PAQ)	3 semaines avant la fin de la phase de pré-exploitation	100,00 €	Par jour calendaire de retard	13.1 et 6.3	
9	Pré- Exploitation	Plan de prévention	Retard de transmission du plan de prévention signé	30 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	12.1 et 7.6 du CCAP	

10	Pré-Exploitation	Planning	Retard de transmission du planning prévisionnel annuel d'exécution	15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3.5 du CCTP	
11	Pré-Exploitation	Compte-rendu	Retard dans la transmission du compte-rendu de la réunion de lancement du marché et dans la transmission de l'état d'avancement des actions définies dans cette réunions	Dans les trois (3) jours ouvrés suivant la date de cette réunion et selon les échéances définies à la réunion de lancement	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.2.4 du CCTP	
12	Pré-Exploitation	Livrables	Retard de transmission des livrables attendus dans le cadre de la phase de préexploitation	Au terme de la phase de pré-exploitation	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.4 du CCTP	
13	Pré-exploitation	Plan d'actions	Retard de transmission du plan d'actions correctives	À l'issue de la phase de pré-exploitation	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3 du CCTP	
14	Exploitation	Autocontrôle	Non-respect de la fréquence d'autocontrôle	A minima une (1) fois par mois	200,00 €	Par constat	13.2	
15	Exploitation	Autocontrôle	Retard de transmission des fiches d'autocontrôles du mois N	3 premiers jours du mois N+1	100,00 €	Par jour calendaire de retard	13.2	Fiches à joindre au RMA.
16	Exploitation	Communication	Absence de réponse du titulaire en cas de signalement d'un problème	Délai maximum de 24h à compter de la réception du courriel	100,00 €	Par heure dépassée	8.2.4 du CCTP	
17	Exploitation	Compte-rendu	Retard de transmission du RMA du mois N	Transmission dans les 3 premiers jours ouvrés du mois N+1	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3.4 du CCTP	
18	Exploitation	Contrôle-qualité	Défaillance de la qualité des prestations réalisées dans le cadre d'un contrôle contradictoire	Sanction si note de satisfaction-qualité inférieure à 2	85,00 €	Par contrôle contradictoire dont la note de satisfaction-qualité est inférieure à 2	13.3	
19	Exploitation	Contrôle-qualité	Absence du titulaire au contrôle-qualité contradictoire	-	100,00 €	Par constat	13.3	
20	Exploitation	Contrôle-qualité	Retard dans le traitement de l'action corrective	48h à la suite du contrôle-qualité	100,00 €	Par jour calendaire de retard	13.4	
21	Exploitation	Débriefing	Absence du chef d'équipe au <i>débriefing</i> hebdomadaire	-	200,00 €	Par constat	8.2.1 du CCTP	

22	Exploitation	Déchets	Non-respect des délais d'enlèvement prévus dans les pièces du marché.	-	100,00 €	Par constat	11.8.3	
23	Exploitation	Déchets	Retard de transmission ou défaut de complétude d'un Bordereau de Suivi de Déchet (BSD).	Dans un délai de 15 jours ouvrés suivants la date de la demande	100,00 €	Par jour calendaire de retard	11.8.2	
24	Exploitation	Délai de réalisation des prestations	Constat d'un retard sur les délais prévus (au bon de commande) pour la réalisation de prestations commandées (hors-forfait).	Le titulaire devra préciser sur son devis le délai prévu pour la réalisation des prestations.	50 €	Par jour ouvré de retard	9.4 du CCTP	Le délai de réalisation des prestations figurera sur le bon de commande.
25	Exploitation	Détérioration	Détérioration du fait du titulaire de tous types de revêtements ou équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires.	-	Montant des frais de réparation ou de remise en état ou d'achat à neuf	Par constat	9.5 et 11.1	
26	Exploitation	Devis	Retard de transmission d'un devis	5 jours ouvrés à compter de la date de la demande de l'Établissement	50,00 €	Par jour calendaire de retard	9.4 du CCTP et 6.2 du CCAP	
27	Exploitation	Environnement	Absence de fourniture de la Fiche de Données de Sécurité (FDS) des produits ou de la Fiche Technique (FT) ou absence de mise à jour de ces fiches	-	100,00 €	Par constat de manquement	5.6.3 du CCTP	
28	Exploitation	Fiche-navette	Défaut d'affichage de la fiche-navette au cours de l'exécution du marché	-	100,00 €	Par constat	5.3.1	
29	Exploitation	Gestion du stock	Défaut de gestion de stock ou rupture de stock (consommables, ingrédients, gel, etc.)	-	100,00 €	Par constat	5.6 du CCTP	
30	Exploitation	GMAO Délai d'intervention	Non-respect du délai de prise en compte d'une demande d'intervention	Écarts de délai entre la demande et la prise en compte sur l'OT	20 €	Non-respect du délai : C1 < 30 min C2 < 1h C3 < 2h	8.5.3	

31	Exploitation	GMAO Délai d'intervention	Non-respect du délai de traitement (et de clôture) d'une demande d'intervention	Écarts de délai entre la prise en compte et la réalisation sur l'OT	30 €	Non-respect du délai : C1 < 2h C2 < 4h C3 < 8h	8.5.3	
32	Exploitation	GMAO Délai d'intervention	Non-respect des délais de remise en état à la suite d'une demande d'intervention	Écarts de délai entre la prise en compte et la remise en état sur l'OT	50 €	Non-respect du délai : C1 < 1jrs C2 < 2jrs C3 < 5jrs	8.5.3 du CCTP	
33	Exploitation	GMAO Planification	Absence de planification / des opérations / des sous-traitants	15 jours calendaires à compter de la date de notification du marché	50 €	Par jour ouvré de retard	8.3.5 et 8.5.3 du CCTP	
34	Exploitation	GMAO Planning	Non-respect du planning des opérations / des sous-traitants	Respect du délai contractuel	50 €	Par jour ouvré de retard	8.5.3 du CCTP	
35	Exploitation	GMAO Qualité d'exécution	Non-respect des délais prévus pour la réalisation de la tâche	Respect du délai contractuel	50 €	Par jour ouvré de retard	8.5.3 du CCTP	
36	Exploitation	Indisponibilité totale ou partielle du bâtiment / Sécurité	Tout manquement dû au titulaire mettant en jeu la sécurité des personnes, des biens, empêchant l'ouverture de tout ou partie du bâtiment au personnel ou au public et/ou ne permettant pas l'utilisation des locaux.	-	3 000,00 €	Par constat	5.6 et 12 du CCTP	
37	Exploitation	Communication	Interruption de service de la ligne téléphonique et / ou de l'adresse courriel de demande d'intervention au cours de l'exécution du marché	-	100,00 €	Par jour d'interruption	8.2.4 du CCTP	
38	Exploitation	Livrables	Retard dans la transmission d'un livrable à mettre à jour	3 jours ouvrés à partir de la réception de la demande	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.4 du CCTP	
39	Exploitation	Livrables	Contenu d'un livrable non-conforme aux exigences contractuelles	-	100,00 €	Par constat	8.4 du CCTP	
40	Exploitation	Planning	Retard dans la transmission du planning réel prévisionnel d'exécution du mois N	3 premiers jours du mois N+1	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3.6 du CCTP	À joindre au RMA
41	Exploitation	Respect des délais	Retard dans l'exécution des prestations contractuelles	-	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3.6 et 7 du CCTP	

42	Exploitation	Réunion	Absence du responsable technique du titulaire ou de son représentant désigné, à une réunion mensuelle ou à une réunion extraordinaire programmée	-	100,00 €	Par constat	8.2.2 et 8.2.3 du CCTP	Cf. protocole pour les zones / locaux concernés.
43	Exploitation	Sécurité	Non-respect du plan de prévention ou des plans d'évacuation ou du règlement intérieur, etc.	-	500,00 €	Par constat	12	
44	Exploitation	Sécurité	Locaux et fenêtres non refermés, éclairages non éteints après des prestations	-	100,00 €	Par constat	9.6	Cf. protocole pour les zones / locaux concernés.
45	Exploitation	Sécurité	Manque de discrétion d'un salarié ou mauvais comportement d'un salarié	-	100,00 €	Par constat	11.3	
46	Exploitation	Sécurité	Insuffisance de la quantité de matériels mis à disposition par le titulaire ; inadaptation et/ou dysfonctionnements de ces matériels	-	200,00 €	Par constat	5.7.1 du CCTP	
47	Exploitation	Sécurité	Non-conformité du produit utilisé	-	100,00 €	Par constat	5.6 et 14.3 du CCTP	
48	Exploitation	Sécurité	Non-étiquetage des produits et/ou non-affichage dans le local dédié	-	100,00 €	Par constat de manquement	5.6.3 du CCTP	
49	Exploitation	Service	Continuité de service non-assurée	-	200,00 €	Par jour ouvré d'interruption	11.2	
50	Exploitation	Service	Non-respect du volume horaire de travail assigné à l'exécution des prestations	-	100,00 €	Par manquement constaté	7.1 du CCTP	Volume d'heures figurant dans la DPGF
51	Exploitation	Service	Non-respect des fréquences de lavage des franges ou solutions équivalentes.	A minima une (1) fois par semaine	100,00 €	Par constat	5.7.2 du CCTP	
52	Exploitation	Service	Défaut de mise en place et d'accueil d'un nouvel agent (prévenance, formation, etc.)	-	200,00 €	Par constat	5.2 / 5.3.2 et 5.4 du CCTP	
53	Exploitation	Service	Non-prévenance d'un changement prévu par le titulaire du personnel d'encadrement	Au moins 30 jours avant la date effective de changement	200,00 €	Par jour calendrier de retard	5.3.2 du CCTP	
54	Exploitation	Service	Non-respect de la proportion minimale obligatoire de produits d'entretien éco-responsables ou équivalents	Obligation fixée à au moins 50% de produits éco-responsables	100,00 €	Par constat	5.6 et 14.3 du CCTP	

55	Exploitation	Service	Utilisation non-autorisée d'un équipement ou matériel	-	100,00 €	Par constat	10.4	
56	Exploitation	Service	Perte de clés / Badge / Radio PTI	-	100,00 €	Par constat	10.1	+ Remboursement des frais engagés pour le remplacement
57	Exploitation	Service	Dégradation du matériel radio PTI fourni par l'Établissement	-	100,00 €	Par matériel dégradé	8.2.4 du CCTP	+ Frais de réparation du matériel à la charge du titulaire
58	Exploitation	Service	Absence de fourniture des équipements, produits, matériels accessoires et consommables prévus dans le forfait	-	100,00 €	Par constat	5.6 et 11.6 du CCTP	
59	Exploitation	Tenue de travail	Non-conformité de la tenue de travail	-	200,00 €	Par constat	11.5	
60	Exploitation	Environnement	Vidange du matériel dans un lieu non prévu à cet effet	-	100,00 €	Par constat	14.2	
61	Exploitation	Livrables	Retard de transmission des documents et renseignements relatifs au matériel du titulaire	10 jours calendaires suivant la demande de l'Établissement	100,00 €	Par jour calendaire de retard	5.7.1 du CCTP	
62	Exploitation	Service	Absence de déclaration de matériel défectueux ou retard dans son remplacement par le titulaire	10 jours calendaires à compter de la déclaration faite à l'Établissement	100,00 €	Par constat (non-déclaration) et par jour calendaire de retard (remplacement hors délai)	5.7.2 du CCTP	
63	Passation	Phase de Passation	Retard dans la transmission des livrables définis contractuellement	2 semaines après la date de fin de la période de passation	150,00 €	Par jour calendaire de retard	15.4 et 13.2 CCAP	
64	Passation	Tableau masse salariale	Défaut de communication des informations à la demande de l'Établissement ou de son représentant.	Dans un délai de 15 jours ouvrés à la date de la demande	150,00 €	Par jour calendaire de retard	15	

N°	DOMAINE CONCERNÉ	INFRACTION CONSTATÉE / MANQUEMENT AUX PRESTATIONS	DESCRIPTION DE RÉSULTAT ATTENDU / POINT DE DÉPART DU CALCUL DÉLAI D'APPLICATION DE LA PÉNALITÉ	MONTANT (en €)	CALCUL	RÉF. CCTP et CCAP
66	Attestations légales obligatoires	Non-fourniture des attestations fiscale, sociale et d'assurance	À fournir tous les six (6) mois Sans mise en demeure préalable	200,00 €	Par infraction constatée	11.2.5 du CCTP et 10 et 15 du CCAP
67	Sous-traitance	Non-respect de la demande d'agrément préalable d'un sous-traitant	Sans mise en demeure préalable	500,00 €	Par infraction constatée	7.2 du CCTP
68	Sous-traitance	Absence / manquement dans la déclaration préalable d'un sous-traitant	Vingt-et-un (21) jours au minimum avant l'intervention du sous-traitant	100,00 €	Par jour calendaire de retard	7.2 CCTP et 14 du CCAP
69	Confidentialité	Violation de l'obligation de confidentialité envers l'EPPPD	Sans mise en demeure préalable	2 000,00 €	Par infraction constatée	7.2 CCAP
70	Factures	Retard dans la transmission d'une facture	Au maximum dans les trente (30) jours calendaires suivant les prestations exécutées objet de la facture	50,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3 CCAP

2/ PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS DU LOT 2 ET NON-ATTEINTE DU RÉSULTAT QUALITÉ ATTENDU								
N°	PHASE	TYPE DE PENALITÉ	PRESTATION / MANQUEMENT	DESCRIPTION DE RESULTAT ATTENDU	MONTANT (€ H.T.)	CALCUL	REF. CCTP	OBSERVATIONS PARTICULIERES
1	Pré-Exploitation	Communication	Retard dans la mise en place d'une liaison téléphonique et de l'adresse courriel de réception des demandes d'intervention pour les opérationnels	Fonctionnelle au démarrage des prestations	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.2.3	
2	Pré-Exploitation	Livrables	Retard de transmission d'un document ou livrable, de quelque nature que ce soit, dont les délais sont mentionnés dans une des pièces du marché	-	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3	
3	Pré-Exploitation	Nomination du personnel	Non-respect de la désignation du personnel intervenant	Quinze (15) jours calendaires à compter de la date de notification du marché	300,00 €	Par jour calendaire de retard	5.3.1	
4	Pré-Exploitation	PAQ	Retard de transmission du Plan d'Assurance Qualité (PAQ)	Trois (3) semaines avant la fin de la phase de pré-exploitation	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3	Phase pré-exploitation
5	Pré-Exploitation	Plan d'actions	Retard de transmission du plan d'actions correctives	À l'issue de l'état des lieux	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3	Phase pré-exploitation
6	Pré-Exploitation	Plan de prévention	Retard de transmission du plan de prévention signé	Trente (30) jours calendaires à compter de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3 et 12.1	
7	Pré-Exploitation	Planning	Retard de transmission du planning prévisionnel d'exécution	Quinze (15) jours calendaires à compter de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3 et 8.3.4	
8	Pré-Exploitation	Planning	Retard de transmission du planning prévisionnel	Dès la prise d'effet du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3	Phase pré-exploitation
9	Pré-Exploitation	Procédures d'exploitation	Retard de transmission des procédures d'exploitation	Au terme de la phase de pré-exploitation	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.4	Phase pré-exploitation
10	Pré-Exploitation	Sous-traitance	Absence / manquement dans la déclaration préalable d'un sous-traitant	Vingt-et-un (21) jours au minimum avant l'intervention du sous-traitant	500,00 €	Par jour calendaire de retard	Article 14 du CCAP	
11	Exploitation	Autocontrôle	Non-respect de la fréquence d'autocontrôle	À la fin de chaque intervention	200,00 €	Par constat	13.2	

12	Exploitation	Autocontrôle	Retard de transmission des fiches d'autocontrôles	Trois (3) jours suivant la date d'intervention	100,00 €	Par jour calendaire de retard	13.2	
13	Exploitation	Communication	Absence de réponse du titulaire en cas de signalement d'un problème	Délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de la réception du courriel	100,00 €	Par heure dépassée	8.2.4	
14	Exploitation	Communication	Interruption de service de la ligne téléphonique et/ou de l'adresse courriel de demande d'intervention au cours de l'exécution du marché	-	100,00 €	Par jour d'interruption	8.2.4	
15	Exploitation	Compte-rendu	Retard de transmission du compte-rendu de réunion de lancement	Trois (3) jours ouvrés suivant la date de la réunion	100,00 €	Par jour calendaire de retard	6.2.4	
16	Exploitation	Contrôle-qualité	Défaillance de la qualité des prestations réalisées dans le cadre d'un contrôle contradictoire	Sanction si note de satisfaction-qualité inférieure à 2	85,00 €	Par contrôle contradictoire dont la note de satisfaction-qualité est inférieure à 2	13	
17	Exploitation	Contrôle-qualité	Absence injustifiée du titulaire au contrôle-qualité contradictoire	-	100,00 €	Par constat	13.3	
18	Exploitation	Contrôle-qualité	Retard dans le traitement de l'action corrective	Quarante-huit (48) heures à la suite du contrôle-qualité	100,00 €	Par jour calendaire de retard	13.4	
19	Exploitation	Débriefing	Absence injustifiée du chef d'équipe au <i>débriefing</i> opérationnel	-	200,00 €	Par constat	8.2.1	
20	Exploitation	Délai de réalisation des prestations	Constat d'un retard sur les délais prévus (au bon de commande) pour la réalisation de prestations commandées (hors-forfait).	Le titulaire devra préciser sur son devis le délai prévu à la réalisation des prestations.	50 €	Par jour ouvré de retard	9.2	Le délai de réalisation des prestations figurera sur le bon de commande.
21	Exploitation	Détérioration	Détérioration du fait du titulaire de tous types d'équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires.	-	Montant des frais de réparation ou de remise en état ou d'achat à neuf	Par constat	11	

22	Exploitation	Devis	Retard de transmission d'un devis	Cinq (5) jours ouvrés à compter de date de la demande de l'Établissement	50,00 €	Par jour calendaire de retard	9.2	
23	Exploitation	Environnement	Vidange du matériel en dehors du vidoir prévu à cet effet	-	100,00 €	Par constat	5.6.2 et 14.2	
24	Exploitation	Environnement	Fiche de Données de Sécurité des produits (FDS) ou Fiche Technique (FT) non-mise à jour	-	100,00 €	Par constat	5.5.2	
25	Exploitation	Facture	Retard de transmission d'une facture	Trente (30) jours au maximum après réalisation des prestations	50,00 €	Par jour calendaire de retard	6.3 du CCAP	
26	Exploitation	Fiche d'intervention	Retard de transmissions de la fiche d'intervention	Trois (3) jours ouvrés à partir de la date d'intervention	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3.3	
27	Exploitation	Fiche d'intervention	Défaut ou mauvaise complétude de la fiche d'intervention	-	100,00 €	Par fiche incomplète	8.3.3	
28	Exploitation	Indisponibilité totale ou partielle du bâtiment	Tout fait dû au Titulaire mettant en jeu la sécurité des personnes, des biens, empêchant l'ouverture de tout ou partie du bâtiment au personnel ou au public, et ne permettant pas l'utilisation des locaux.	-	3 000,00 €	Par constat	5.6 et 12	
29	Exploitation	Listing personnel	Retard de transmission du tableau récapitulatif la liste du personnel et leurs horaires	Quinze (15) jours calendaires à compte de la date de notification du marché	100,00 €	Par jour calendaire de retard	5.3.1	
30	Exploitation	Livrables	Retard de transmission d'un livrable à mettre à jour	Trois (3) jours ouvrés à partir de la réception de la demande	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.4	
31	Exploitation	Livrables	Contenu d'un livrable non-conforme aux exigences contractuelles	-	100,00 €	Par constat	8	
32	Exploitation	Planning	Retard de transmission du planning réel prévisionnel d'exécution	Un (1) mois avant la date d'anniversaire du contrat	100,00 €	Par jour calendaire de retard	8.3.5	
33	Exploitation	Sécurité	Non-respect du plan de prévention ou des plans d'évacuation ou du règlement intérieur, etc.	-	100,00 €	Par constat	12	

34	Exploitation	Sécurité	Manque de discrétion d'un salarié ou mauvais comportement d'un salarié	-	100,00 €	Par constat	11.3	
35	Exploitation	Sécurité	Non-conformité du matériel	-	200,00 €	Par constat	5.6.1	
36	Exploitation	Sécurité	Non-conformité des produits utilisés	-	100,00 €	Par constat	14.3	
37	Exploitation	Service	Continuité de service non-assurée	-	200,00 €	Par jour ouvré d'interruption	11.2	
38	Exploitation	Service	Non-respect du volume d'heures assigné aux prestations contractuelles	-	100,00 €	Par constat	7	Volume d'heures figurant dans le DPGF
39	Exploitation	Service	Défaut de mise en place et d'accueil d'un nouveau salarié (prévenance, formation, etc.)	-	200,00 €	Par constat	5.3 et 5.4	
40	Exploitation	Service	Non-prévenance de changement du personnel d'encadrement	Au moins trente (30) jours avant la date effective de changement	200,00 €	Par jour calendaire de retard	5.3.2	
41	Exploitation	Service	Non-respect de la proportion de produits d'entretien éco-responsables ou équivalents	Obligation fixée à au moins 50% de produits éco-responsables	100,00 €	Par constat	14.3 et 5.2.2	
42	Exploitation	Service	Utilisation non-autorisée d'un équipement ou matériel	-	100,00 €	Par constat	5.6.2	
43	Exploitation	Service	Perte de clés / Badge	-	100,00 €	Par constat	10.1	+ Remboursement des frais engagés pour le remplacement
44	Exploitation	Service	Dégradation du matériel fourni	-	100,00 €	Par matériel dégradé	5.6.2	+ Frais de réparation du matériel à la charge du Titulaire
45	Exploitation	Service	Non mise à disposition des équipements ou produits prévus dans les forfaits.	-	100,00 €	Par constat	8.2.3, 11.6 et 5	
46	Exploitation	Tenue de travail	Non-conformité de la tenue de travail	-	200,00 €	Par constat	11.5	

47	Exploitation	Livrables	Retard de transmission des éléments relatifs au matériels du titulaire	Dix (10) jours calendaires suivant la demande de l'Établissement	100,00 €	Par jour calendaire de retard	5.6.1	
48	Passation	Phase de Passation	Retard de transmissions des livrables définis contractuellement	Deux (2) semaines après la date de fin de la période de Passation	100,00 €	Par jour calendaire de retard	15.4	
49	Passation	Respect des délais	Retard dans l'exécution des prestations contractuelles	-	100,00 €	Par jour calendaire de retard	15	
50	Passation	Tableau masse salariale	Défaut de communication des informations à la demande de l'Établissement ou de son représentant.	Dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à la date de la demande	100,00 €	Par jour calendaire de retard	15	

Autres pénalités applicables en infraction aux dispositions du CCAP du lot n°2 :								
N°	PHASE	TYPE DE PÉNALITÉ	INFRACTION CONSTATÉE / MANQUEMENT AUX PRESTATIONS	DESCRIPTION DE RÉSULTAT ATTENDU / POINT DE DÉPART DU CALCUL DÉLAI D'APPLICATION DE LA PÉNALITÉ	MONTANT (€ H.T.)	CALCUL	RÉF. CCAP	OBSERVATIONS PARTICULIÈRES
65	Exploitation		Non-remplacement de la personne physique désignée à l'article 2.2 du CCAP	Sans mise en demeure préalable	100,00 euros	Par infraction constatée	Art. 2.2 du CCAP	
66	Pré-Exploitation et Exploitation		Non-fourniture des attestations fiscale, sociale et d'assurance	Sans mise en demeure préalable	200,00 euros	Par infraction constatée	Art. 10 & 15 du CCAP	
67	Pré-Exploitation et Exploitation		Non-respect de la demande d'agrément préalable d'un sous-traitant	Sans mise en demeure préalable	500,00 euros	Par infraction constatée	7.2 du CCAP	
71	Passation	Livrables	Non-fourniture des documents de fin de marché	Sept jours après le délai contractuel de remise des documents	150,00 euros	Passé le délai de 7 jours	Art. 13 du CCAP	